

Entre le président « réarmant » les « utérusscopes » et Sandrine Rousseau interdisant les utérus à l'État !

écrit par Jacques Martinez | 20 janvier 2024

"LES UTÉRUS DES FEMMES NE SONT PAS UNE AFFAIRE D'ÉTAT": ROUSSEAU RÉPOND À MACRON SUR LA NATALITÉ EN FRANCE

B.F avec AFP Le 18/01/2024 à 10:17



Sandrine Rousseau le 19 septembre 2021 à Paris - Sameer Al-DOUMY / AFP

"LES UTÉRUS DES FEMMES NE SONT PAS UNE AFFAIRE D'ÉTAT": ROUSSEAU RÉPOND À MACRON SUR LA NATALITÉ EN FRANCE

B.F avec AFP Le 18/01/2024 à 10:17



Sandrine Rousseau le 19 septembre 2021 à Paris - Sameer Al-DOUMY / AFP

□Entre, d'un côté, le président parlant de « réarmement » - qui sous-entend que ce « réarmement » ne peut induire que de futurs « coups à tirer »- et, d'autre part, une Sandrine Rousseau souhaitant que les personnes ayant un « utérus » montrent leur hostilité à tout « réarmement », cela risque de nous conduire à ce que la machine... s'enraye !

Notre président de la République, Emmanuel Macron, l'homme qui a des enfants plus âgés que lui et qui n'en a jamais eus génétiquement venant de lui, s'est déclaré pour une politique se voulant, pour les uns, nataliste, mais pour d'autres, esclavagiste !

Lors de sa conférence de presse, curieusement, le président

a utilisé le mot de « réarmement ». □ Une image dans la mesure où, lorsque l'on « réarme » l'engin que l'on a en main, c'est pour tirer au moins un coup supplémentaire...

□ Par ailleurs, Sandrine Rousseau, députée écologiste, s'est insurgée, sur TF1, en parlant de son « utérus » et de toutes les autres personnes en ayant un : « *La question de la natalité, on a l'impression que c'est une espèce d'affaire d'État (...), les utérus des femmes ne sont pas une affaire d'État !* »

Donc, du moins si j'ai bien compris, Mme Rousseau ne veut pas que l'État s'occupe de ce qui se passe dans un utérus ! De ce fait, l'État représenté par M. Macron est donc débarrassé de « l'aiguille à tricoter » qui le perturbe depuis 2017, à savoir faire inscrire dans la Constitution de la Ve République Française le droit à l'interruption volontaire de grossesse : □ « *Y vais-je, hé ?... Ou pas ?* » se dit-il depuis quelques temps.

Mme Rousseau ne voulant pas que l'État s'occupe de ce qui se passe dans les utérus, refuse donc que l'avortement soit inscrit dans un texte qui consigne ce que peut ou ne peut pas faire l'État ! □ En effet, inscrire dans la constitution l'interruption volontaire de grossesse, ce serait une intrusion, donc une violation, que dis-je un viol fait à toutes les personnes porteuses d'un « utérus » si on laissait l'État pratiquer l'action nécessaire à une IVG jusqu'à l'intérieur d'un utérus. Si cela était inscrit dans la Constitution, ce serait effectivement un viol administratif puisque permis par l'État ! Logique, non ?

Mme Rousseau en parlant d'« utérus », n'est-elle pas quelque peu voire essentiellement sectaire ? Pense-t-elle aux personnes qui n'en ont pas ? Quoi ? Mais un « utérus » ! N'est-ce pas, de sa part, de la discrimination ? Une étude vient d'ailleurs de mettre en évidence que seule la moitié de la population française a un utérus ! Donc il y aurait - mais je n'ai pu vérifier cette information - une moitié de

notre population sans aucun utérus ! Si c'est vrai, une personne sur deux, du moins en France, disposerait d'un magnifique utérus et, donc, une sur deux qui en serait injustement privée !

Mme Rousseau n'a pas à reléguer, d'une façon discriminatoire voire dégradante, les personnes qui n'ont pas d'utérus à l'écart de celles qui en possède un ! C'est de la discrimination pure et dure : pure pour celles qui en ont un et dure pour celles qui n'en ont pas !

Mme Rousseau, j'espère que vous ne déconstruirez pas les personnes dépourvues d'un utérus pour les éloigner de celles qui ont la chance d'en posséder un ? Vous seriez capable d'exiger de n'avoir le droit de vous servir de ces personnes sans utérus uniquement lors d'opérations -celles précisément souhaitées par le président de la République !- oui, seulement lors d'opérations de « réarmement » ! Car ce serait les seules opérations permettant aux personnes privées d'utérus de tirer au moins une fois avec leur « arme réarmée », c'est-à-dire leur « arme réapprovisionnée » - comme l'apprendront les jeunes appelés lorsque le Service Militaire sera rétabli- un coup ou, bien évidemment, plusieurs selon les capacités de « réarmement » de ces humains utérusopes (avec « -cope », du grec « kopto » : « je coupe » ! Comme pour « apocope », coupure de la fin d'un mot : télé pour télévision !).

À croire que les utérusopes ne seraient, aux yeux de Mme Rousseau, que des êtres réduits à « se réapprovisionner » pour « se réarmer » en vue de tirer dès qu'une personne ayant un utérus le désirera. Elle qui, depuis déjà plus de deux ans, se félicite de vivre avec un époux « déconstruit ». □ Une telle intention de sa part ne pourrait-elle pas être considérée, venant de personnes porteuses exclusives d'un utérus, comme de l'exploitation des personnes utérusopes ?

Voire comme de l'exploitation par des personnes bénéficiant d'un utérus -et profitant scandaleusement de façon exagérée voire totalitaire de leur supériorité en vue de l'enfantement, ce dont les utérosopes sont injustement et éternellement privés !- au détriment de ces malheureux utérosopes qui ne connaîtront jamais le bonheur de la maternité et, surtout, de la mise au monde soit d'un bébé bénéficiant d'un merveilleux utérus, soit d'un bébé utéroscope qui devra se cantonner au service indigne et honteux du « réarmement » ! Du moins si une personne porteuse d'un utérus veut bien lui faire l'aumône d'enclencher le réarmement de son engin ridicule puisqu'à tir unique !

□Et encore, il n'a pas intérêt, en présence d'une personne porteuse d'un utérus, à être dans l'impossibilité physique de « réarmer » ! Si le « réarmement » échoue, c'est la pire honte pour lui ! Surtout sous les sarcasmes d'une Sans Prime Rous' Ôh ! Ce que semble ignorer notre Président. Mais ce dont se gausse Mme Rousseau qui n'a pas encore eu la chance de tomber sur un saute-ruisseau, déconstruit ou pas...

JACQUES MARTINEZ, journaliste, □ancien de RTL (1967-2001), l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...